

LETTRE AUX MILITANTS COMMUNISTES POUR LA **PRESIDENTIELLE 2022**

La Conférence Nationale du PCF a fait le choix de présenter un candidat, en la personne de Fabien Roussel, aux prochaines élections présidentielles. Cette proposition doit encore être soumise pour validation au vote des adhérents les 7, 8 et 9 mai prochain.

Le débat qui traverse le PCF intéresse largement tout notre camp social, le camp de ceux qui se retrouvent au quotidien dans les luttes contre la broyeuse antisociale du capitalisme-impérialiste. Il intéresse bien sûr particulièrement la « famille communiste », au sens large, qui inclut les militants éparpillés par des décennies de « décommunisation » réformiste du PCF, dont ceux qui adhèrent aux divers groupes œuvrant à la reconstruction communiste.

Disons-le d'emblée, ce débat, à nos yeux, ne se résume pas à un choix à faire entre « soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon » (comme en 2012 et 2017) et « candidature autonome du PCF ». Dis autrement, le débat ne se résume pas à une

réaffirmation de « l'identité communiste » par opposition à un choix de « soumission », de « disparition » derrière la France Insoumise et JLM. Il n'y a pas en réalité seulement deux positions dans le débat, il y en a au moins 3 et c'est ainsi une autre voix que nous faisons entendre ici.

La situation politique au bout de cinq années de macronisme

Le contexte politique actuel est celui d'une présidence Macron qui s'est engouffrée en 2017 dans la porte que lui a laissé ouverte la présidence Hollande qui a fini par convaincre les plus naïfs que la « gauche » faisait la même politique libérale que la droite. En effet la porte était grande ouverte sur une route déjà tracée (cf. Loi Travail) et qu'il suffisait de poursuivre : une politique de réaction sociale et de répression accrue de la résistance antilibérale avec notamment des lacrymogènes et des matraques qui avaient exactement le même goût que celle de la présidence actuelle, laquelle est juste passée un cran au-dessus.

La politique réactionnaire macronienne, fusionnant en un parti unique « droite et gauche » au service des plus riches, a rencontré de la résistance en dépit de la répression : le mouvement des gilets jaunes qui a tenu le pavé pendant plus d'un an, la lutte contre la contre-réforme des retraites qui a vu des travailleurs en colère faire le choix de la grève reconductible, un début d'alliance entre les gilets jaunes et les gilets rouges, les multiples luttes depuis, dont celles de la culture actuellement.

Les émeutes de la pauvreté grondent dans la population : quartiers populaires, jeunesse étudiante, ... peu de familles sont épargnées. Et la politique du gouvernement est d'enfoncer encore plus ces familles dans la précarité, ne leur laissant aucune certitude sur ce dont demain sera fait. Les lois jumelles répressives et racistes islamophobes montrent que la politique libérale conduit à la fascisation. La pandémie est venue aggraver la souffrance des

CAMARADES
DANS LES URNES RESPECTONS
LES GESTES BARRIERE CONTRE
LES VARIANTS DU LIBERALISME
QUI VEULENT INFECTER NOTRE CAMP!



populations : pénurie de lits, de masques, de vaccins, etc, pendant que les profits grimpent entraînant leurs lots de licenciements et de fermetures d'entreprises.

Aujourd'hui, Macron, s'attendant à un vote de rejet de sa politique criminelle, joue la carte qui a permis son élection en 2017 : le prétendu seul rempart au fascisme incarné par Le Pen.

Anti-macronisme ou antibéralisme ?

Face à Macron, une tendance à l'unité des organisations se réclamant de la gauche et des écologistes se dessine, mais ce faisant, au nom d'un « anti-macronisme » verbal, c'est à la réhabilitation du PS qu'on assiste, avec l'appui d'EELV, en concurrence souvent avec le PS pour le leadership de cet espace politique: tous les deux sont dans une optique visant à réduire l'influence de la « gauche radicale » (c'est-à-dire la gauche populaire, antilibérale) dont les deux principales forces (FI et PCF) avaient atteint ensemble 19,6% des voix à la Présidentielle. Sous couvert d'« Union de la gauche » antimacronienne, on assiste à la volonté de nier la fracture décisive, née au moins depuis 2005 et la bataille du Non au Traité Constitutionnel Européen, entre une gauche antilibérale, eurocritique, antiimpérialiste et une gauche « social-libérale » (sociale en paroles / libérale dans les faits), européiste, atlantiste et pro-impérialiste.

Il est à noter que cette scission de la « gauche » a scindé la social-démocratie officielle elle-même : une social-démocratie de gauche antilibérale a émergé (PG qui donnera la FI), ce qui n'est rien d'autre que l'expression au niveau idéologique et politique d'une radicalisation des couches « moyennes » frappées par l'aggravation de la crise du capital.

Dans toutes les luttes sociales depuis 2005, y compris sous le gouvernement libéral de François Hollande, une gauche anti-libérale de combat s'est retrouvée, dont la traduction sur le plan politique était, hier, le « Front de Gauche » et est devenu aujourd'hui – sans label commun – l'espace politique représenté principalement par la France Insoumise et le PCF.

L'union anti-libérale FI-PCF se concrétise encore en différents points du territoire (Elections régionales en Île-de-France, en Auvergne-Rhône-Alpes), mais malheureusement le PCF a contribué à brouiller les repères en cherchant à renouer localement des alliances avec le PS d'abord et avant tout.

En disant cela, bien sûr, nous portons la même critique vis-à-vis de la France Insoumise quand, elle-

aussi, elle escamote la ligne de clivage anti-libéraux/ sociaux-libéraux et qu'elle renoue avec des alliances avec le PS, voire pire (l'écolo Mathieu Orphelin, ex-député macroniste en Pays-de-la-Loire).

Solo communiste à la Présidentielle et « Union de la gauche » aux régionales et départementales ?

La candidature de Fabien Roussel est présentée comme une volonté de réaffirmation du PCF (« PCF is back »), la fin d'une ligne d'« effacement » .

Mais comment comprendre qu'aux départementales comme aux régionales (sauf exceptions), c'est l'alliance avec le PS qui refait surface ? Cette candidature PCF à la Présidentielle, dont le seul objectif est de faire le meilleur score possible, apparaît dès lors davantage comme un moyen de « montrer le poids » du PCF, pour peser ensuite dans le rapport de force au sein de la gauche et obtenir ainsi dans les coalitions davantage d'élus.

Ainsi, à en croire certains camarades du PCF, cette présidentielle serait une étape décisive pour que le PCF renoue avec son passé « révolutionnaire ». Faut-il rappeler à l'inverse que le Parti révolutionnaire se construit davantage par son intervention militante, celle de ses forces militantes organisées à l'usine et dans les quartiers populaires, dans les luttes diverses (ouvrières, paysannes, antiracistes, féministes, écologiques, anti-guerre, anti-impérialistes, etc..), par sa capacité à mettre en accusation le système capitaliste et à proposer une société socialiste alternative, première étape du communisme. Le front électoral est un front parmi d'autres, ce n'est pas le seul vecteur d'affirmation du Parti. C'est la déviation électoraliste qui fait croire que c'est principalement par ce biais-là que le PCF luttera contre son « effacement » .

Le PCF s'est surtout « effacé » lui-même en participant et soutenant des gouvernements social-démocrates qui ont privatisé à tour de bras, menés une politique d'austérité, ravagés les conquêtes sociales et démocratiques gagnées de haute lutte par nos anciens qui s'appuyaient sur l'exemple de l'URSS, matés les luttes, soutenus la construction de l'alliance des bourgeoises à l'échelle européenne, voire bombardés des peuples. Il s'est aussi effacé en liquidant ses cellules d'entreprises et ses écoles de formation marxiste-léniniste, et en se soumettant à la vague anticommuniste en reprenant tous les poncifs contre l'URSS, le prétendu « manque de démocratie », l'expropriation des actionnaires et la socialisation des moyens de production et

d'échange, la nature de classe dictatoriale de la société capitaliste, etc.. C'est à ces questions idéologiques, c'est à ces positionnements politiques, c'est à ces questions organisationnelles qu'un Parti qui voudrait vraiment lutter contre son « effacement » devrait s'atteler. Or ce n'est pas là l'enjeu des élections présidentielles 2022.

L'enjeu des élections n'est pas la réaffirmation de l'identité communiste du PCF mais la mise en échec du projet présidentialiste macroniste et lepeniste

Les communistes n'existent pas pour eux-mêmes mais pour mettre leur organisation au service des nécessités du moment, pour faire avancer la lutte de la classe ouvrière et des autres couches populaires vers la satisfaction de leurs intérêts historiques (« *Dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, les communistes représentent toujours et partout les intérêts du mouvement général* » cf. le Manifeste du Parti Communiste).

Or, la nécessité du moment, l'étape de la lutte, est de bâtir le front de résistance antilibéral, antifasciste, euro-critique, anti-guerre, anti-impérialiste dont la classe ouvrière et le peuple de France ont besoin, et de **porter le candidat de ce front au meilleur score possible au 1er tour, voire au 2nd tour de la présidentielle, pour déjouer la tenaille Macron-Le Pen, libérale-répressive et fasciste.**

Nous n'étions pas loin d'y arriver en 2017, si le sabotage des 6 % de la social-démocratie libérale que représentait Hamon ne l'avait pas empêché.

Cela implique de tout faire pour unir politiquement le front de résistance, donc qu'il n'y ait qu'un seul candidat entre Mélenchon et Roussel et, tant qu'à faire, que le candidat de cet espace politique soit celui le mieux placé dans cette bataille électorale, à savoir Jean-Luc Mélenchon.

Nous pouvons comprendre la volonté d'un adhérent du PCF d'avoir « son » candidat, mais il convient de raisonner en la matière de la même façon qu'on raisonnerait dans une lutte gréviste : il convient d'abord et avant tout de raisonner en termes de meilleur candidat, de meilleur porte-parole, non pas d'un Parti, mais de notre « camp social », surtout dans un combat inégal et difficile tel que la Présidentielle sous la Vème République. Et parfois, oui, celui qui est le mieux placé dans ce combat n'est pas celui de notre parti.

Il nous faut mesurer l'importance majeure des

enjeux de la présidentielle à venir pour le capital qui a, jusqu'ici, infligé aux classes populaires les défaites de nos luttes et a conduit à l'impuissance de l'abstention. Il nous faut utiliser le vote du candidat antilibéral le mieux placé pour frapper un grand coup dans le dispositif libéral et fasciste.

Roussel Vs Mélenchon, le communiste Vs l'anticommuniste ?

Des camarades qui justifient le solo présidentiel finissent par dire que JLM et la FI, « *non, ils ne font pas partie de notre camp* », « *ils sont aussi sociaux-démocrates que le PS* » (voire même plus dangereux que le PS selon certains polémistes).

De telles remarques sont basées sur des erreurs d'analyse et/ou des illusions.

L'erreur est de mal analyser les candidatures de Mélenchon en 2012 et 2017 : c'étaient bien le fruit d'une alliance politique, c'est-à-dire d'un compromis entre forces différentes (donc, oui, avec un courant social-démocrate de gauche antilibéral), aux bases sociales différentes, autour d'un objectif commun. L'objectif commun était la construction du front de résistance populaire antilibéral, antifasciste, euro-critique, anti-guerre, antiimpérialiste. Un front qui n'est donc pas communiste en soi, puisque l'objectif du front n'est pas le renversement du capitalisme pour l'instauration du socialisme étape vers le communisme. Mais **un front dans lequel les communistes constituent l'aile révolutionnaire, ceux qui « dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois » représentent le but final.** La nature du front se détermine par la présence de forces sociales et politiques différentes dont la force communiste en son sein, et par l'objectif du front.

L'illusion est de croire que le programme présidentiel du PCF est « meilleur », « plus à gauche », que le programme présidentiel de la FI ; qu'il est « communiste » à l'inverse de celui de la FI.

Or il n'en est rien. Mise à part la tautologie consistant à qualifier de « communiste » le programme du parti qui se nomme « communiste », ce « programme communiste » est plutôt en réalité un « programme minimum » antilibéral qui n'est rien d'autre qu'un programme de réformes correspondant aux besoins immédiats de la lutte des masses.

Ainsi PCF comme France Insoumise ne présentent finalement qu'un programme de réformes plus ou moins antilibéral, antifasciste, euro-critique,

antiimpérialiste, réformes plus ou moins radicales, les unes étant applicables dans le cadre du capitalisme, d'autres allant certes plus loin et nécessitant, souvent sans le dire, la prise de pouvoir des classes populaires. Les deux programmes ont de ce point de vue les mêmes défauts « réformistes », ce qualificatif ne signifiant pas qu'ils ne proposent que des réformes (les révolutionnaires, rappelait Lénine en son temps « ne doivent pas renoncer à la lutte en faveur des réformes »), mais qu'ils laissent entendre que de ces réformes va naître ipso facto une nouvelle société, sans saut qualitatif révolutionnaire : ils ne séparent pas nettement les revendications immédiates de celles qui nécessiteraient la révolution, c'est-à-dire d'arracher le pouvoir à la classe capitaliste.

Le bouquet est quand le candidat Fabien Roussel tacle par la droite la France Insoumise, en surfant sur l'antisoviétisme, c'est-à-dire au fond l'anticommunisme toujours bien ancré au PCF. Ainsi, dans un entretien dans l'hebdomadaire Marianne (édition du 16 au 22 avril 2021), Fabien Roussel ne trouve que ce seul exemple pour montrer la divergence de fond avec la FI : « *Les insoumis viennent de déposer une proposition de loi sur la garantie de l'emploi. Ils estiment que chacun doit avoir un travail et que, si quelqu'un n'en trouve pas, l'Etat doit être employeur en dernier ressort. Nous ne partageons pas du tout cette philosophie-là, ça, c'est l'époque soviétique, le kolkhoze. Nous voulons un système de sécurité sociale professionnelle, qui protège les emplois dans le privé et dans le public, et cela va de pair avec la création d'emplois, avec des règles et des droits pour les salariés. Il ne s'agit pas d'étatiser l'économie, même s'il faudra nationaliser des secteurs stratégiques, essentiels à la souveraineté de la France* » (p.32).

Cette interview montre que Fabien Roussel est prêt à faire feu de tout bois, même l'antisoviétisme le plus plat, pour se démarquer et attirer les regards. Il le fait d'autant plus qu'il faut trouver des arguments « frappants » pour montrer les « différences » entre des programmes qui se ressemblent ou sont compatibles à plus de 80%, tout comme ils l'étaient en 2012 et 2017.

Bien sûr, quand on examine de près un programme, on pourra toujours critiquer tel ou tel aspect. Par exemple, nous jugeons quant à nous que le programme du PCF est faible sur la question européenne, escamotant le nécessaire combat pour se libérer de ce carcan impérialiste européen qui est un obstacle à toute politique progressiste en France ; et nous jugeons que Jean-Luc Mélenchon était plus

clair sur cet aspect en 2017 (« L'Union Européenne, on la change ou on la quitte ») mais qu'il a reculé sur ce point, affadissant son discours.

Mais mettre en avant tel ou tel point insuffisant des programmes ne répondrait pas au besoin objectif actuel des masses de sanctionner à la fois la politique ultra-libérale de Macron et le fascisme de Le Pen. Les luttes sociales actuelles ont besoin d'avoir un candidat combatif et en capacité de porter haut la voix du front de résistance anti-libéral, antifasciste, euro-critique, anti-guerre et anti-impérialiste.

Revenir à l'essentiel : pour offrir une réelle alternative au piège Macron-Le Pen, l'opposition antilibérale radicale doit parler d'une seule voix

Aujourd'hui, après 5 années d'un macronisme étouffant, écœurant de mépris de classe, la colère est profonde dans le pays. Mais elle s'exprime politiquement surtout par l'abstention, qui n'est pas qu'une marque de désintérêt, mais aussi de dégoût profond du système capitaliste et des mœurs de ceux qui défendent ses intérêts. Des électeurs issus de milieux populaires par dégoût se trompent même de colère en votant Le Pen.

Il y a un espace pour que la colère soit captée par une opposition populaire antilibérale et antifasciste radicale. Qui ne peut bien sûr être « l'opposition » de pacotille en construction du côté PS/ EELV dont le seul but est de réanimer la social-démocratie libérale européiste et atlantiste qui a gouverné et fait tant de mal au peuple.

L'opposition antilibérale, antifasciste et euro-critique radicale doit parler d'une seule voix, à toutes les élections d'ailleurs, présidentielles, locales comme législatives demain. Nous déplorons la division Roussel / Mélenchon. Cela ne peut qu'affaiblir notre camp social, cela ne peut que favoriser le camp des « sociaux-libéraux » PS/EELV, qui n'aspire qu'à une chose, reprendre le leadership à « gauche », ce qui serait pour le système l'assurance encore une fois d'une alternance sans alternative, ou du maintien du macronisme ou d'un de ses clones de « droite ou de gauche ». Ne sous-estimons pas non plus le fascisme en embuscade, dont la bourgeoisie qui s'en sert déjà peut se servir à l'occasion pour le pouvoir.

Le 21 avril 2021